



Wallonie



Service public  
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE  
HAINAUT II

Rue de l'Ecluse 22  
B-6000 CHARLEROI  
Tél. : 071 65 48 80  
Fax : 071 65 49 77

**Votre contact :**

Valérie PECRIAUX - 071/65.49.89  
valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

REÇU LE 23 MARS 2017

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI  
AIRPORT  
rue des Frères Wright 8  
6041 GOSSELIES

Charleroi, le 22 MARS 2017

Vos réf. : 060116-BSCA-Parking  
Nos réf : F0414/52011/UCP3/2016/212//444305

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

**OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué**

Projet : Réalisation d'un nouvel accès pour le parking express de l'Aéroport  
(P1-étage +2), rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,

  
Raphaël STOKIS  
Directeur

Agent traitant: Héloïse PIROT, Attachée  
Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée  
Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE

DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE  
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 21 11 • Fax : 081 33 21 10





Service public de Wallonie

**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE**  
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE  
Direction extérieure de CHARLEROI

## **ANNEXE 12 - FORMULAIRE G**

### **Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique**

#### **Décision d'octroi du permis d'urbanisme**

Réf. externe : 060116-BSCA-Parking  
Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2016/212//444305

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur ;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétale et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1<sup>er</sup> du Code du droit de l'environnement ;

Vu les différents permis d'urbanisme octroyés pour le site dont le dernier daté du 13/1/2017 portant les références F0414/52011/UCP3/2016/176//436473 et ayant pour objet la régularisation du placement temporaire d'une unité provisoire de pré-filtrage sur le parking express de l'aéroport pour la S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT ;

Considérant que la SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES: C\*270 e ayant pour objet : Réalisation d'un nouvel accès pour le parking express de l'Aéroport (P1-étage +2) ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 22/12/2016 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (Arrêté royal du 10/09/1979) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique : "Zone d'activité économique de l'Aéropole approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation : Artisanat et services) ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que l'objet de la demande se situe à proximité d'un site classé (Domaine du Bois-Lombut (déclassement d'une partie) arrêté du 03/03/1952) ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit C' de 60 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit B' de 65 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement , l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à CHARLEROI, sollicité en date du 16/01/2017 est réputé favorable ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 16/01/2017 et transmis en date du 24/02/2017 est favorable ;

Considérant que l'avis de l'IGRETEC - Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, sollicité en date du 16/01/2017 et transmis en date du 24/01/2017 est favorable ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 16/01/2017 et transmis en date du 30/01/2017 est favorable conditionnel libellé comme suit :

*"Si une grue est érigée lors du chantier (limitation à 10), veuillez prendre contact avec l'Inspection aéroportuaire (071/251 212) au moins une semaine à l'avance vu la proximité de l'aéroport. Lors de cette entrevue, vous devrez fournir les caractéristiques de la grue utilisée (type, hauteur, ...), la durée du chantier, le positionnement de la grue et la date du montage"*

Considérant que l'avis de la Zone de Secours Hainaut-Est (ZoHE), sollicité en date du 16/01/2017 et transmis par mail (non signé) en date du 20/02/2017 est favorable conditionnel dont copie jointe au présent permis pour strict respect ;

Considérant que le projet consiste en la réalisation d'un nouvel accès pour le parking express de l'Aéroport (parking P1, étage + 2 présentant une superficie de 1655.60 m<sup>2</sup>, plus précisément par la réalisation d'une voirie, d'une rampe extérieure en béton armé présentant une pente de 0.5 %, d'une passerelle en béton armé sur colonnes, et d'un nouveau marquage au sol ;

Considérant que ce nouvel accès nécessitera l'abattage de plusieurs arbres existants ;

Considérant que l'article 34 du Code précité stipule que « La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail – Décret du 30 avril 2009, art. 20, 2°. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant. Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation. La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement »;



Considérant sur le plan urbanistique, que la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel en cause est mise en œuvre au sens de l'article 12 bis des dispositions transitoires et finales du décret du 27 novembre 1997 modifiant le CWATUP, dans la mesure où elle est couverte, dans sa totalité, par le schéma directeur dit « de l'Aéropole », approuvé par les conseils communaux de FLEURUS et de CHARLEROI en dates des 3 juin 1987 et 17 novembre 1987 ; que l'arrêté ministériel du 05 septembre 1991 de reconnaissance prévoit explicitement qu'il y a lieu d'affecter la zone dite « Aéropole » à usage artisanal et de services ; qu'il y a dès lors lieu de considérer que la ZACCI a bien été mise en œuvre et que le projet est conforme aux affectations prévues par ce schéma directeur ;

Considérant que le projet concerne un équipement de service public ; que selon le prescrit de l'article 127 § 1, 7° du C.W.A.T.U.P., le fonctionnaire délégué est autorisé compétent ; que le projet améliore la situation, qu'il va permettre une meilleure fluidité de la circulation, aussi bien des voitures que des piétons en toute sécurité ; que moyennant le respect des recommandations de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, le projet s'intègre au cadre bâti et non bâti ; qu'il rencontre le prescrit de l'article 34 du Code précité, est conforme à l'affectation du plan de secteur et respecte le bon aménagement des lieux ;

Au vu de ce qui précède,

### **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le permis d'urbanisme sollicité par la S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT est **octroyé aux conditions suivantes** :

- Respecter les recommandations de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport reprises ci-dessus ;
- Respecter les remarques émises par la Zone de Secours Hainaut-Est (ZoHE), dont la copie est jointe au présent permis ;
- Pour le surplus exécuter les travaux conformément aux plans joints à la demande de permis ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

**Article 2** : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

**Article 3** : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

**Article 4** : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

22 MARS 2017

**A CHARLEROI, le**  
**Le fonctionnaire délégué**

  
**Raphaël STOKIS**  
**Directeur**

Agent traitant: Héloïse PIROT, Attachée

Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

## **Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie**

### **1) VOIES DE RECOURS**

**Art. 127.** § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

### **2) AFFICHAGE DU PERMIS**

**Art. 134.** Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

### **3) PEREMPTION DU PERMIS**

**Art. 86.** § 1<sup>er</sup>. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

### **4) PROROGATION DU PERMIS**

**Art. 86.** §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1<sup>er</sup>.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

### **5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX**

**Art. 139.** Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

### **6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX**

**Art. 137.** Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.